

INTÉGRER LE GENRE ET L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES AU SEIN DE LA BANQUE CENTRALE D'EGYPTE



CONTENTS

RÉSUMÉ	3
CONTEXTE	4
BREF APERÇU : LES STATISTIQUES VENTILÉES PAR SEXE EN ÉGYPTÉ	5
LE CONTEXTE DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS	6
INITIATIVES DU GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN	8
INITIATIVES ET RÉFORMES DE LA BCE POUR PROMOUVOIR L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES	8
APPROCHE DE LA BCE POUR METTRE EN PLACE UN SYSTÈME FINANCIER INCLUSIF ET INTÉGRANT LA DIMENSION DE GENRE	15
FEUILLE DE ROUTE POUR ÉLARGIR L'ACCÈS DES FEMMES AUX SERVICES FINANCIERS	16
CONCLUSION	17
GLOSSAIRE	18
BIBLIOGRAPHIE	19
ANNEX	20

Aperçu des efforts et des réalisations de CBE pour promouvoir l'autonomisation et l'accès économiques des femmes aux services financiers en Égypte.

Cette étude de cas est publiée avec le soutien de Data2X

RÉSUMÉ

Les femmes égyptiennes, qui représentent la moitié de la population du pays ainsi qu'un potentiel économique considérable, ne représentent que 22,5 % de la population active totale, pour une demande de crédit estimée à 283 millions USD de la part des PME détenues par des femmes.¹

Reconnaissant le rôle déterminant de l'inclusion financière dans la réduction de la pauvreté et la réussite des programmes de réforme économique, la Banque centrale d'Égypte a pris la responsabilité de promouvoir et de coordonner les initiatives en faveur de l'inclusion financière, dans un contexte marqué à la fois, selon les données FINDEX 2017, par une progression significative du nombre de titulaires de comptes bancaires cependant l'écart entre les sexes s'est légèrement élargi.

La Banque centrale d'Égypte (« » selon le sigle anglais) a accompli des progrès décisifs dans la mise en place d'un système financier inclusif, en lançant plusieurs initiatives destinées à offrir aux ménages financièrement mal desservis et aux femmes propriétaires de MPME la possibilité de rejoindre le système financier formel. Pour y parvenir, elle s'est appuyée sur différents fondamentaux, notamment : la création de conditions favorables dans le cadre juridique et réglementaire, la modernisation de l'infrastructure financière et la constitution de données exhaustives ventilées par sexe, complétée par des données relatives à l'offre transmises par les institutions financières.

L'insuffisance de produits et services qui correspondent aux besoins financiers des femmes ainsi que les obstacles juridiques et socioculturels auxquels se heurtent spécifiquement les femmes figurent parmi les obstacles et défis qui entravent les progrès de l'inclusion financière, tout comme l'immobilisme et les perceptions erronées concernant les relations avec les banques, qui contribuent à exclure les femmes du système financier formel. Malgré la progression des paiements dématérialisés grâce à la création du Conseil national des paiements (placé sous l'autorité du Président égyptien), les transactions en espèces restent prédominantes.

La loi relative aux paiements dématérialisés récemment adoptée par le Parlement égyptien devrait favoriser la transformation du pays en une société davantage orientée vers le numérique et, de ce fait, promouvoir le développement économique et la croissance inclusive.

La Vision de l'Égypte à l'horizon 2030, qui fait partie de la Stratégie de développement durable (SDD) du pays accorde une place de choix à l'inclusion financière des femmes, ce qui a été renforcé par l'adoption par le gouvernement égyptien de plusieurs mesures de protection sociale et initiatives stratégiques notamment : l'extension du programme Takaful et Karama (solidarité et dignité) qui verse des aides conditionnelles aux mères, personnes âgées et personnes handicapées vivant en dessous du seuil de pauvreté, et le versement à 7,4 millions de retraités de prestations sociales au moyen de cartes à puce.

La CBE a adopté plusieurs réformes réglementaires afin de compléter les initiatives du gouvernement qui visent à consolider et promouvoir l'inclusion financière des femmes, notamment :

- > la publication d'orientations destinées aux banques pour la collecte et la communication de données ventilées par sexe, afin de suivre les progrès de l'inclusion financière des femmes en cartographiant des données relatives à la demande et à l'offre qui couvrent à la fois les ménages et les MPME ;
- > l'unification de la définition des entreprises détenues par des femmes et la publication d'une nouvelle réglementation sur les services bancaires mobiles ;
- > le lancement d'une initiative de microfinance à l'intention des personnes non bancarisées et sous-bancarisées en Égypte, notamment les femmes ; et
- > le lancement d'une initiative de financement hypothécaire ciblant des bénéficiaires à revenu faible ou intermédiaire, ainsi que d'autres initiatives liées à l'inclusion financière en Égypte.

La CBE et les parties prenantes nationales ont déployé des efforts significatifs pour remédier à l'exclusion financière des femmes, en s'appuyant sur des initiatives mises en œuvre avec succès en Égypte et destinées à promouvoir et à faciliter une inclusion financière responsable, notamment :

- > les mesures visant à renforcer la protection des consommateurs de produits et services financiers ;
- > les actions de sensibilisation et de renforcement des compétences financières menées par l'Institut bancaire égyptien, qui est l'entité de la CBE en charge de la formation ;
- > l'initiative « NilePreneurs » (« Entrepreneurs du Nil ») financée par la Banque centrale d'Égypte et conduite par l'Université du Nil ; et
- > la mise en place d'une infrastructure financière numérique, afin de tirer parti du fait qu'un grand nombre de femmes possèdent un téléphone portable et renforcent leurs compétences technologiques.

1 Société financière internationale (IFC)

CONTEXTE

La Banque centrale d'Égypte (« CBE » selon le sigle anglais) a retenu comme priorité de son programme de développement la promotion et la coordination d'un système financier qui réduise les écarts hommes-femmes et qui lève les obstacles liés à la demande et à l'offre auxquels sont confrontées spécifiquement les femmes (parmi les différentes parties prenantes nationales). Cela résulte du constat que le renforcement de l'inclusion financière et de l'autonomisation économique des femmes, obtenu en encourageant leur participation aux activités entrepreneuriales et en leur offrant un accès aux services financiers formels, joue un rôle essentiel à l'échelle macroéconomique, puisqu'il permet d'augmenter la taille de l'économie formelle.

Dans cet objectif, la BCEa poursuivi la mise en œuvre d'initiatives d'inclusion financière qui concernent soit la modernisation des infrastructures, soit l'amélioration du cadre réglementaire du secteur financier. La BCEa adopté un ensemble de mesures aux niveaux international, régional et local qui témoignent de son engagement en faveur de l'inclusion financière en Égypte - en particulier, l'inclusion financière des femmes.

Ces efforts sont complétés par le projet et l'engagement du Gouvernement égyptien en faveur de la transition vers une économie aux paiements dématérialisés, comme indiqué dans le document décrivant la Vision de l'Égypte à l'horizon 2030.

Compte tenu de la complexité de la coordination avec les différentes parties prenantes nationales, dont chacune a un rôle spécifique et déterminant à jouer pour promouvoir l'inclusion financière en Égypte, la BCE a mobilisé les principales parties prenantes du pays en appliquant une approche systématique et fortement collaborative et en suivant un plan d'action à plusieurs volets.

1. À l'échelon national, la Stratégie de développement durable (SDD) : Vision de l'Égypte à l'horizon 2030 place l'inclusion financière et l'autonomisation économique

des femmes au cœur du programme national de réforme du développement.

L'inclusion financière a été placée au cœur de la SDD de l'Égypte en raison de sa capacité à créer de nouvelles opportunités de croissance inclusive, à contribuer à la stabilité financière et sociale ainsi qu'à l'atteinte d'autres objectifs nationaux.

En outre, conformément aux ambitieux Objectifs de développement durable (ODD), et reconnaissant qu'un plus large accès des femmes aux services financiers est un facteur clé de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes, le Conseil national pour les femmes a lancé en mars 2017 la Stratégie nationale 2030 en faveur des femmes. Le président égyptien, M. Abdel Fattah al-Sissi, a approuvé l'action du Conseil national pour les femmes et a en outre désigné l'année 2017 comme l'année de la femme égyptienne ».

2. Au niveau international, la BCE est devenu un membre principal² de l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI) en juillet 2013. Cette appartenance à l'AFI, ainsi que le fait de siéger à son Conseil d'administration et à son Comité pour la prise en compte de la dimension du genre et l'inclusion financière des femmes (Gender and Women's Financial Inclusion Committee, GWFIC), à la fonction de vice-présidence, ont exposé la BCE aux bonnes pratiques internationales en matière d'inclusion financière des femmes et de réduction des écarts hommes-femmes. Cela a contribué à placer l'inclusion financière (en particulier celle des femmes) en tête du programme de travail de la BCE. Les efforts de la BCE pour promouvoir et aborder l'inclusion financière des femmes sont également évidents dans ses engagements pris au titre de la [Déclaration de Maya](#).³

Les principaux objectifs en matière de genre et d'inclusion financière des femmes qui ont été atteints ou partiellement atteints en Égypte sont les suivants :

- > Collecter, analyser et utiliser d'ici 2020 des données ventilées par sexe : objectif partiellement atteint. La BCE a créé une plateforme centralisée de données sur l'inclusion financière et collecte à ce jour des

2 Le terme « membre principal » désigne généralement l'institution chargée d'élaborer la réglementation ou les politiques applicables au secteur financier et de diriger les initiatives consacrées à l'inclusion financière. En tant que membre principal de l'AFI, l'institution assure en principe la mise en place d'un mécanisme de coordination permettant d'associer d'autres organes nationaux compétents aux initiatives de l'AFI de manière à garantir un discours cohérent dans le pays en matière d'inclusion financière. Les membres principaux, qui sont au cœur des travaux de l'AFI, bénéficient de tous les avantages offerts aux membres et d'un accès complet aux services de l'AFI.

3 La [Déclaration de Maya](#) est la première initiative mondiale visant à susciter l'adoption d'engagements nationaux en faveur de l'inclusion financière. Les engagements pris au titre de la Déclaration de Maya aident les membres à formuler des approches d'action nationales coordonnées et définies en fonction des besoins et défis qui leur sont propres.

données émanant de toutes les institutions financières (banques et Poste d'Égypte) par le biais d'un réseau bancaire unifié et sécurisé utilisant les cartes nationales d'identité.

- > Déterminer le niveau initial de l'écart hommes-femmes d'ici la fin de 2018. Cet objectif a été atteint grâce aux résultats d'une enquête sur la demande.
- > Élaborer un ensemble d'indicateurs portant sur l'offre concernant l'accès des femmes aux services financiers et leur utilisation d'ici la fin de 2018 : objectif atteint.
- > Réduire de moitié l'écart hommes-femmes d'ici 2021 : en cours de réalisation.

3. Au niveau régional, la BCE fait partie du Conseil des gouverneurs des banques centrales arabes du Fonds monétaire arabe (AMF) et est également un membre actif du groupe d'experts sur l'inclusion financière (Financial Inclusion Taskforce, FITF) depuis sa création, dans le but de renforcer l'inclusion financière, en particulier parmi les femmes, et d'aligner les actions sur les besoins locaux et les tendances mondiales.

LA VISION DE LA STRATÉGIE :

D'ici à 2030, les femmes égyptiennes apporteront une contribution déterminante au processus de développement durable, dans un pays qui garantit tous les droits énoncés dans la Constitution, leur accorde une protection totale et leur fournit, sans discrimination, des opportunités économiques, sociales et politiques qui leur permettent de promouvoir leurs capacités et de se réaliser, jouant ainsi leur rôle dans le développement de l'Égypte.

La réalisation de la vision et des objectifs de la Stratégie nationale pour l'autonomisation des femmes égyptiennes à l'horizon 2030 suppose de travailler autour de quatre grands axes :

- > Autonomisation politique
- > Autonomisation économique
- > Autonomisation sociale
- > Protection

BREF APERÇU : LES STATISTIQUES VENTILÉES PAR SEXE EN ÉGYPTÉ

En Égypte, les femmes représentent 48,4 % de la population pour 51,6 % d'hommes, selon le dernier recensement effectué en 2017 par le bureau national des statistiques (Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques, CAPMAS).

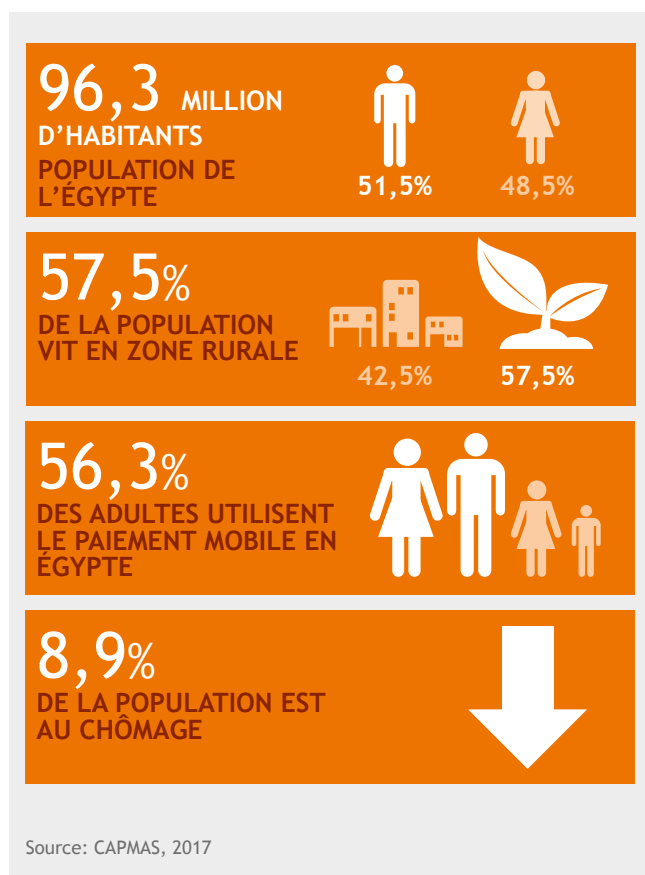
Les femmes représentent par ailleurs 22,5 % de la population active totale (personnes en âge de travailler, âgées de 15 à 64 ans). Le nombre de femmes qui sont des chefs de famille était de 3,3 millions sur 23,5 millions selon le recensement de 2017. Le niveau d'éducation des femmes chefs de famille va de l'analphabétisme aux diplômes universitaires.

Si l'Égypte a accompli des progrès législatifs considérables en ce qui concerne les droits des femmes ces dernières années et déployé des efforts pour lutter contre des pratiques telles que le mariage précoce ou les mutilations génitales féminines, elle doit poursuivre ses efforts en faveur de l'égalité des sexes et d'une plus grande diversité des genres, ce qui aura un impact positif direct sur la croissance économique, l'augmentation du niveau d'alphabétisation des femmes ouvrant la voie à leur autonomisation économique et permettant d'améliorer la position de l'Égypte au regard de l'Indice de l'écart entre les genres (Gender Gap Index).

En matière d'inclusion financière, la dernière édition de la base de données FINDEX a montré que les inégalités représentaient toujours un obstacle et que les femmes étaient exclues de manière disproportionnée du système financier formel. Il existe un potentiel de croissance économique considérable.

Selon le FMI, le fait de relever le taux de participation des femmes dans la population active au niveau des hommes tout en offrant un accès à des opportunités d'emploi se traduirait par une hausse du PIB d'environ 34 %.

Il existe également des motifs d'optimisme, dans la mesure où le marché féminin représente en Égypte un potentiel économique énorme pour les banques, avec une demande de crédit estimée à 283 millions USD pour les MPME détenues par des femmes selon la Société financière internationale (IFC). Cependant, les institutions financières du pays n'ont pas encore



élaboré de stratégies pour répondre aux besoins de ce segment mal desservi du marché, ce qui se traduit par une occasion manquée et un frein au développement du secteur privé⁴.

Selon les données de banques clientes de l'IFC, les femmes représentent le prochain marché frontière ainsi qu'un segment de marché potentiellement rentable pour les institutions financières en Égypte. Lors du recensement de 2017, la majorité des femmes chefs de famille étaient des veuves (dans 70,3 % des cas), suivies par les femmes mariées (16,6 %) et les femmes divorcées (7,1 %).

De plus, le recensement a montré que le taux d'abandon des filles à l'école primaire a diminué, passant de 41,9 % en 2006 à 22,4 % en 2017, tout comme le taux d'abandon des filles au niveau de l'école préparatoire⁵, qui est passé de 58,1 % en 2006 à 40,4 % en 2017, ce qui s'est traduit par une amélioration de l'indice de parité entre les genres, passé de 1,1 en 2006 à 1,07 en 2017 pour les filles.

LE CONTEXTE DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Malgré la mise en place ces dernières années d'un vaste éventail de mesures destinées à promouvoir l'inclusion financière et l'autonomisation économique des femmes, qui sont décrites en détail dans la section initiatives stratégiques de ce rapport, un certain nombre de défis subsistent. Des efforts supplémentaires seront entrepris afin de consolider les premiers résultats obtenus récemment.

Entre 2014 et 2017, la proportion des hommes détenteurs d'un compte bancaire en Égypte a progressé, passant de 19 à 39 %, tandis que cette proportion a triplé parmi les femmes, passant de 9 à 27 %. Pendant la même période, l'écart entre les sexes s'est légèrement creusé (+2 %), selon les données FINDEX 2017.

Bien qu'il n'existe pas de données ventilées par sexe concernant les obstacles qui empêchent les femmes égyptiennes d'accéder aux services financiers et de les utiliser, il est possible que l'« insuffisance de fonds » pénalise les femmes davantage que les hommes, compte tenu de l'importance de l'effet de revenu en faveur de l'inclusion financière. Cela n'a rien de surprenant, étant donné que le taux de chômage des femmes (proche de 24 %) est plus élevé que celui des hommes, et que la plupart des femmes occupent des emplois non rémunérés et informels, avec environ 25 % des femmes travaillant dans l'agriculture.

Ces constats soulignent la nécessité pour les acteurs de l'inclusion financière en Égypte de comprendre les défis auxquels sont confrontées les femmes, afin de mettre en œuvre, au sein du secteur financier et au-delà, des politiques permettant de lever les obstacles à l'inclusion économique des femmes. Pour que les parties prenantes de l'inclusion financière prennent des décisions optimales, il est essentiel de disposer de données exhaustives, tant du côté de la demande que du côté de l'offre. En particulier, la prise en compte de la dimension du genre dans les données est importante pour aider les décideurs à appréhender les besoins et

4 Rapport de l'IFC intitulé *Banking on Women* (Miser sur les femmes)

5 Dans ce contexte, le terme « école préparatoire » désigne les trois dernières années de l'enseignement secondaire.

UTILISATION DES PAIEMENTS MOBILES EN ÉGYPTÉ, MAI 2018⁶

Comptes mobiles	10,5 millions
Taux de croissance annuel (d'année en année)	30 %
Utilisateurs uniques	9,4 millions
Âge	
>50 ans	16 %
35-50 ans	29 %
25-35 ans	31 %
25-50 ans	60 %
20-25 ans	16 %
< 20 ans	8 %
Sexe	
Hommes	71 %
Femmes	29 %
Volume mensuel de transactions	1,78 million
Valeur mensuelle des transactions (EGP)	727 millions
Montants échangés dans le système (EGP, 2017)	4,95 milliards
Agents bancaires (y compris succursales et points de vente)	> 133 600

le comportement des femmes, ainsi que pour suivre les progrès réalisés dans la réduction des inégalités entre femmes et hommes en matière d'inclusion financière.

La BCE a accompli des progrès dans la collecte et l'utilisation de données ventilées par sexe du côté de la demande en Égypte. Elle complète les données ventilées par sexe du côté de la demande avec des données relatives à l'offre, en capitalisant sur la plateforme centralisée de données sur l'inclusion financière, qui a été mise en place et qui recueille actuellement des données sur l'offre auprès des institutions financières (banques et Poste d'Égypte) en utilisant l'identifiant national unique pour mieux comprendre les caractéristiques de l'accès aux services financiers, de leur utilisation et de leur qualité, en particulier parmi les segments de la population mal desservis.

La première étape, déjà réalisée, correspond à une collecte de données ponctuelles, décrivant tous les clients actuels d'une banque qui sont titulaires de comptes, de cartes ou de portefeuilles mobiles, tandis que la deuxième étape portera sur le recueil de données périodiques, incluant les données nouvelles et les données de changement de statut modifiant des données déjà transmises. Ces efforts seront complétés par un exercice complet de cartographie de la demande et de l'offre pour les ménages et les MPME, qui est en cours de conception et qui devraient être conduit en 2019.

En outre, une vision nationale précise et un plan d'action pour l'inclusion financière des femmes peuvent servir à approfondir et à accélérer les efforts pour atteindre des niveaux plus élevés d'inclusion financière d'ici 2030. Ces efforts doivent être soutenus par des

données de qualité sur l'offre et la demande qui décrivent les niveaux et les tendances de l'inclusion financière, afin d'engager des réformes avisées des politiques judicieuses.

La demande de services financiers des femmes est fortement influencée par différents facteurs liés à de gestion quotidienne du ménage ou des activités économiques. La répartition des ressources au sein de la famille est également influencée par la perception des rôles et les rapports de force entre hommes et femmes.

L'une des principales contraintes de l'inclusion financière de l'offre semble être l'insuffisance de produits et de services qui répondent de manière appropriée aux besoins financiers des femmes et qui leur sont accessibles. Selon une étude réalisée par la GIZ en 2015 et consacrée à « L'accès aux services financiers en Égypte », les institutions financières ne considèrent pas les femmes comme un segment de marché potentiel. En outre, des insuffisances dans la prestation d'autres services non financiers, tels que les formations à l'entrepreneuriat et à l'éducation financière, contribuent à ce que les femmes aient une perception négative des banques et utilisent peu les services financiers.

Du côté de la demande, il existe un besoin réel d'approfondir les capacités, de mieux comprendre les avantages de services financiers adaptés aux femmes, et d'élever le niveau des connaissances financières, de manière à promouvoir l'accès aux services financiers et leur utilisation, ce qui aura un effet direct en termes de réduction des niveaux élevés du chômage, de la pauvreté et de l'analphabétisme.

Récemment, des institutions financières non bancaires ont vu le jour, cependant les canaux de distribution numériques modernes sont considérés comme sous-développés. L'adoption des canaux modernes de prestation de services financiers est lente, tandis que certains services, tels que le crédit et l'assurance, restent sous-exploités. Les transactions en espèces sont la norme, même si les paiements dématérialisés progressent, grâce aux initiatives et réglementations relatives aux services financiers numériques en faveur de l'inclusion et à la création du Conseil national des paiements, dirigé par le président de l'Égypte.

Bien que les données disponibles ne permettent pas encore de conduire une analyse complète de la situation actuelle et des obstacles à l'inclusion financière et à l'autonomisation économique des femmes, le présent document contribue à établir une vue d'ensemble, indiquant que le taux est passé de 10 à 12 pour cent, et qu'il existe un décalage entre l'offre de services financiers proposée aux femmes et la demande réelle relative à ces services.

⁶ Les prêts accordés aux IMF sont aux taux du marché et non à des taux bonifiés.

INITIATIVES DU GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN

Le Gouvernement égyptien a approuvé la Stratégie de développement durable (SDD) : Vision de l'Égypte à l'horizon 2030, qui place l'inclusion financière et l'autonomisation économique des femmes au cœur du programme national de réforme du développement.

En outre, au titre de ses efforts visant à atténuer les effets défavorables des réformes économiques sur les personnes pauvres et les vulnérables, le gouvernement a accordé la priorité à l'inclusion financière des femmes et adopté un ensemble de mesures correctives concernant la protection sociale/le filet d'aide sociale. Il a également intensifié ses efforts afin de remplacer des subventions inefficaces et génériques par des filets d'aide sociale plus efficaces et mieux ciblés pour lutter contre la pauvreté. Parmi les initiatives mises en œuvre par le ministère de la solidarité sociale figurent notamment :

RENFORCER LE PROGRAMME CIBLÉ DE TRANSFERTS MONÉTAIRES TAKAFUL ET KARAMA

Depuis mars 2015, l'Égypte verse une aide aux ménages pauvres au travers de son premier programme de transferts monétaires conditionnels, Takaful et Karama, un programme de protection sociale géré par le ministère de la solidarité sociale. Takaful (« solidarité ») soutient les familles vulnérables ayant des enfants âgés de moins de 18 ans, tandis que Karama (« dignité ») vient en aide aux personnes âgées pauvres et aux personnes ayant des besoins spécifiques. Au total, 2,25 millions de familles bénéficient de ce programme dans l'ensemble du pays. Le montant de l'aide versée aux ménages au titre du programme Takaful dépend du nombre d'enfants et de leur niveau scolaire. Le programme Karama verse un montant fixe à chaque bénéficiaire. Afin d'atteindre les ménages les plus pauvres, les bénéficiaires sont sélectionnés à l'aide d'une évaluation indirecte des ressources. Les bénéficiaires du programme Takaful sont à 89 % des femmes, pour seulement 11 % d'hommes. Depuis 2018, Takaful a commencé à appliquer des conditions au versement de l'aide, et les ménages bénéficiaires sont tenus de s'assurer que leurs enfants aillent à l'école et se présentent aux examens médicaux.

VERSEMENT DE PRESTATIONS SOCIALES VIA DES CARTES À PUCE

En tout, 7,4 millions de retraités égyptiens reçoivent leur pension par le biais de cartes à puce utilisables dans les bureaux de poste ou les centres de l'Assurance sociale nationale. Les retraités peuvent également utiliser ces cartes pour retirer leur pension depuis un distributeur automatique de billets.

INITIATIVES ET RÉFORMES DE LA BCE POUR PROMOUVOIR L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES

La BCE a mis en place une série de réformes du cadre stratégique et réglementaire pour accompagner et compléter les initiatives prises par le gouvernement dans le cadre de la Stratégie de développement durable à l'horizon 2030.

Elle a mis l'accent sur l'adoption de mesures spécifiques au secteur financier visant à promouvoir l'inclusion financière des femmes et l'égalité hommes-femmes dans le secteur financier. Elle a notamment publié une définition unifiée pour le terme « entreprise détenue par des femmes », ouvert l'accès au financement aux PME détenues par des femmes, renforcé la réglementation relative aux institutions de microfinance et aux associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), le financement hypothécaire, l'inclusion financière numérique et défini une approche durable en matière de connaissance de la clientèle applicable aux femmes. Ces réformes comprennent également une sensibilisation aux politiques publiques relatives à l'égalité hommes-femmes, un renforcement des initiatives responsables pour l'inclusion financière et le renforcement des dispositifs de collecte des données visant à permettre la formulation de politiques publiques fondées sur des données probantes.

DÉFINITION DE POLITIQUES PUBLIQUES ADAPTÉES ET D'UN CADRE RÉGLEMENTAIRE FAVORABLE

La CBEa lancé plusieurs réformes dans l'objectif de mettre en place un système financier inclusif intégrant la dimension du genre. Ces réformes ont notamment concerné :

- 1 La publication d'orientations à l'intention des banques concernant la collecte de données ventilées par sexe à l'aide d'un identifiant unique (carte nationale d'identité). Début 2018, la CBE a commencé à formuler une stratégie de collecte et d'analyse de données ventilées par sexe sur l'offre. L'objectif était de disposer d'une base de référence permettant d'évaluer les progrès accomplis vers les objectifs d'inclusion financière et de disposer de données probantes pouvant permettre des interventions plus efficaces et mieux ciblées. Des informations plus détaillées sont fournies dans la section de cette étude de cas consacrée à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

CONSULTATION NATIONALE DES PARTIES PRENANTES PAR LA BCE SUR LA DIMENSION DU GENRE

LA BCE MOBILISE LES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES AUTOUR DE L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES ET LA RÉDUCTION DES ÉCARTS HOMMES-FEMMES EN ADOPTANT UNE APPROCHE SYSTÉMATIQUE ET COLLABORATIVE POUR PROMOUVOIR L'INCLUSION FINANCIÈRE DES FEMMES

PARTICIPATIONS

Le vice-gouverneur de la CBE est le vice-président du Comité de l'AFI pour la prise en compte de la dimension du genre et l'inclusion financière des femmes (GWFC)



ÉVALUATION

Niveau de référence de l'écart hommes-femmes défini en 2018



RÈGLEMENTATION

Élaboration d'une définition des entreprises détenues par les femmes aux fins de collecte de données conformément aux meilleures pratiques internationales



SUIVI

Définition en 2018 d'un ensemble d'indicateurs du versant de l'offre décrivant l'accès et l'utilisation des services financiers par les femmes



OBJECTIF

Réduire de moitié l'écart hommes-femmes en Égypte d'ici à 2021



- 2 L'élaboration d'une définition unifiée des entreprises détenues par des femmes, publiée par le Conseil d'administration de la CBE en juillet 2018 et diffusée auprès des banques (aux fins de collecte de données). Cette définition énonce certains critères : Concernant la propriété (capital), une ou plusieurs femmes doivent détenir une participation d'au moins 51 %, ou d'au moins 20 % si au moins une femme occupe une fonction de direction générale (PDG/vice-présidence).
- 3 Afin de permettre l'inclusion financière d'un plus grand nombre de clients non bancarisés et mal desservis en offrant une alternative aux canaux informels, la BCE a collaboré avec l'Unité égyptienne de lutte contre le blanchiment de capitaux pour mettre en place de nouvelles procédures de vigilance à l'égard de la clientèle (CDD) spécifiques applicables aux clients qui utilisent les services de paiement mobiles.
- 4 L'examen du cadre réglementaire permettant de faciliter la numérisation des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), en capitalisant sur la réussite du projet lancé en 2013 (en collaboration avec le Conseil national pour les femmes et ONU-Femmes) dans trois gouvernorats, couvrant plus de 18 000 bénéficiaires (92 % de femmes et 8 % d'hommes). Les bénéficiaires ont pu créer des groupes informels d'épargne et de crédit, pour un montant d'épargne supérieur à 4,5 millions EGP (255 100 USD). Les membres des AVEC ont accès à l'épargne de leur groupe et peuvent bénéficier de prêts pour financer des projets générateurs de revenus.

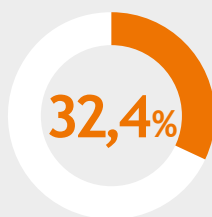
- 5 L'instauration d'une initiative en faveur de la

microfinance, qui est le sous-secteur financier le plus efficace pour servir les personnes non bancarisées et sous-bancarisées en Égypte, notamment les femmes. La BCE ayant capitalisé sur cette initiative, les banques ont été incitées à prêter aux institutions de microfinance (IMF) et aux ONG proposant des microfinancements. Le montant des crédits⁷ alloués à la microfinance par les banques, les ONG et les entreprises privées en Égypte a atteint 15,6 milliards EGP (876,4 millions USD) au deuxième trimestre 2018. À cette date, les projets de microfinance concernaient 2,9 millions de clients bénéficiaires, dont 70 % de femmes. Selon les données publiées par l'Union égyptienne de la microfinance, les montants prêtés et le nombre clients ont augmenté respectivement de 106 % et 33 %, par comparaison avec 7,5 milliards EGP (42 millions USD) et 2,1 millions de clients bénéficiaires au cours de la même période, l'année précédente. Cette progression est due au financement des IMF par les banques.

- 6 Une initiative de financement hypothécaire à destination de personnes à revenu faible ou intermédiaire a été lancée en 2014, puis réexaminée en 2017 afin de faciliter l'octroi de crédit en faveur du segment ciblé. Le pourcentage de femmes bénéficiaires a atteint 18 %.

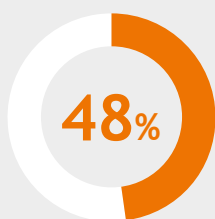
⁷ Les prêts accordés aux IMF sont aux taux du marché et non à des taux bonifiés.

PÉNÉTRATION DE COMPTE

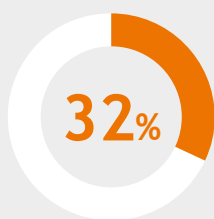


Pourcentage d'adultes ayant déclaré avoir un compte officiel auprès d'une banque ou d'un bureau de poste

INCLUSION FINANCIÈRE : LES UTILISATIONS EN CHIFFRES CLÉS



Utilisent au moins un service



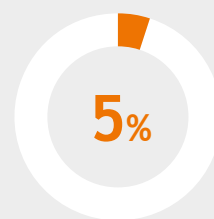
Utilisent les comptes pour des opérations



Épargnent et empruntent

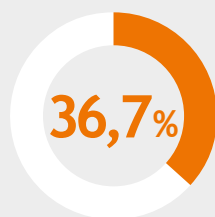


Disposer de comptes mobiles



Des MPME disposent de prêts

LES PAIEMENTS SONT LES SERVICES FINANCIERS LES PLUS UTILISÉS



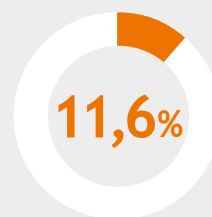
Paielements



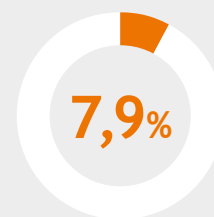
Emprunt



Épargne



Envoi de fonds



Assurance

LA DÉFINITION DE POLITIQUES PUBLIQUES PRENANT EN COMPTE LA DIMENSION DU GENRE ET FONDÉES SUR DES DONNÉES PROBANTES.

Le processus de collecte des données est toujours en cours et des lacunes significatives ont été relevées au niveau des données sur l'offre, néanmoins les efforts destinés à combler ces lacunes ont produit des résultats. Pour constituer une base de données exhaustive à l'échelle nationale, ventilée par sexe et permettant d'évaluer les niveaux et tendances de l'inclusion financière parmi la population tant du côté de la demande que de l'offre, la BCE a procédé comme suit :

- 1 Au début de 2016, le Conseil d'administration de la BCE a approuvé le lancement d'un exercice d'analyse

des écarts visant à cartographier les données relatives à l'inclusion financière du côté de l'offre permettant d'évaluer les niveaux et tendances de l'inclusion financière en Égypte.

- 2 L'analyse des écarts du côté de l'offre a été complétée par une enquête restreinte⁸ du côté de la demande, destinée à vérifier l'utilisation des services financiers sur un échantillon national représentatif de la population adulte qui a révélé que 32,4 % de

⁸ De juin 2015 à juin 2016, les données ont été collectées au travers d'entretiens téléphoniques conduits selon des questionnaires structurés consacrés à l'utilisation des produits et services financiers formels. L'échantillon était constitué de 2000 adultes, à savoir des personnes âgées de 21 ans et plus. L'enquête s'est limitée à l'utilisation des services financiers formels.

la population bancable possède un compte dans une banque ou un bureau de poste.

- 3 La BCE a créé en son sein un comité des données internes, chargé de recueillir et d'analyser systématiquement les données de la BCE et d'autres parties prenantes du secteur financier. Afin de maximiser la qualité des données transmises par les parties prenantes externes, un ensemble d'indicateurs de l'inclusion financière a été défini avec les parties prenantes, en utilisant des termes clairement définis fondés sur les normes et bonnes pratiques internationales.
- 4 La BCE prépare actuellement un exercice complet de cartographie de la demande et de l'offre pour 2019, qui couvrira à la fois les ménages et les MPME. Cette enquête sera menée avec l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques sur un échantillon représentatif à l'échelle nationale. Les résultats permettront aux responsables des politiques publiques de concevoir des mesures efficaces et d'aider le secteur privé à appréhender les besoins des segments ciblés ainsi que les opportunités existantes.
- 5 Création au sein de la BCE d'une plateforme centralisée de données sur l'inclusion financière, afin de collecter les données relatives à l'offre auprès des institutions financières (banques et Poste d'Égypte) par le biais d'un réseau bancaire unifié et sécurisé en utilisant l'identifiant national unique, ce qui a permis à la CBE de recueillir des données ventilées par sexe auprès des institutions financières.

LE PARCOURS DE LA BCE VERS L'OBTENTION DE DONNÉES VENTILÉES PAR SEXE

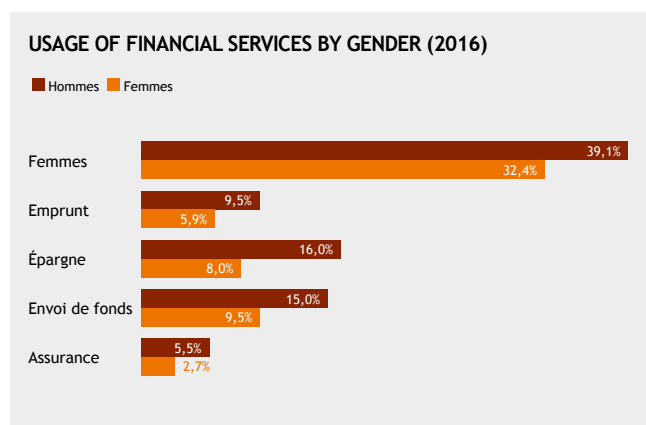
La rareté des données décrivant l'accès aux services financiers et leur utilisation parmi les femmes a représenté un obstacle majeur pour la BCE dans les efforts déployés pour réduire de moitié l'écart hommes-femmes en matière d'inclusion financière à l'horizon 2021. Les enquêtes sur la demande offrent un aperçu de la situation de l'inclusion financière des femmes et de son évolution. Cependant, du fait de leur manque de granularité et de leur portée et fréquence limitées, elles

fournissent peu d'informations exploitables sur les causes de l'écart hommes-femmes ou sa distribution.

Une autre solution consiste à utiliser les données transmises périodiquement par les prestataires de services financiers (PSF), qui représentent une source d'information riche. Pour que cette solution fonctionne, il est toutefois important que tous les prestataires ventilent les données concernées par sexe.

En Égypte, cette tâche s'avère complexe pour les raisons suivantes :

- 1 Le paysage des données sur l'offre est fragmenté, car le cadre réglementaire conduit à la publication d'informations cloisonnées : l'écosystème des services financiers formels en Égypte est un ensemble complexe réunissant des banques (privées et publiques) et des institutions financières non bancaires (IFNB), telles que la Poste égyptienne, des IMF et d'autres entités qui relèvent de la compétence d'autorités différentes. L'écosystème de la publication d'informations est tout aussi complexe et réunit la BCE, l'Autorité de réglementation financière et le Ministère des communications et technologies de l'information (MCTI). La BCE a conclu un protocole d'accord avec l'Autorité de réglementation financière, facilitant le partage des données entre les IFNB, ainsi qu'un protocole avec le MCTI autorisant la compilation des données de la Poste égyptienne.
 - 2 L'identifiant national à 14 chiffres, qui contient un identifiant de sexe, n'est pas utilisé de manière systématique au titre des procédures de vigilance à l'égard de la clientèle (CDD). La plateforme de données sur l'inclusion financière créée à la BCE recueille les données auprès des institutions financières et de la Poste égyptienne en utilisant cet identifiant national comme identifiant unique.
 - 3 Certaines institutions financières rencontrent des difficultés à respecter les exigences de communication d'informations liées à des contraintes de capacité ou à leur système bancaire central. Toutefois, ces difficultés sont résolues avec l'introduction du système de rapportage par le biais d'une plateforme de données sur l'inclusion financière.
 - 4 L'existence de comptes dormants, de titulaires de comptes multiples, de comptes communs et l'application de critères imprécis pour définir les entreprises détenues par des femmes compliquent encore davantage la situation. En juillet 2018, la BCE a publié une définition de la notion d'entreprise détenue ou dirigée par des femmes, comme indiqué précédemment.
- > Pour remédier à ces difficultés, et en vue de constituer un ensemble de données complet, la BCE, avec le soutien de l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI) et un financement de Data2X, a fait appel à l'expertise d'un cabinet de conseil international au début de 2018 pour formuler une



stratégie de collecte et d'analyse des données ventilées par sexe à partir de l'offre. L'objectif était de créer une base de référence permettant de mesurer les progrès vers les objectifs d'inclusion financière et d'établir une base de données probantes pour définir des mesures efficaces et plus ciblées. La plateforme de données sur l'inclusion financière créée depuis peu au sein de la BCE compile actuellement les données transmises par les institutions financières et la Poste égyptienne en utilisant l'identifiant national.

- > L'exercice a débuté par un travail d'inventaire pour déterminer ce dont les utilisateurs des données disposent, et ce qu'ils veulent, et travailler sur cette base. À cette fin, des dizaines de représentants de toutes les parties prenantes de la chaîne de transmission des données ont été interrogés. Cela a concerné notamment des PSF, des autorités de supervision, des ONG et des services de l'administration qui ont été invités à décrire leurs systèmes et processus de communication d'informations, afin d'identifier les maillons faibles et les goulots d'étranglement.
- > Cette démarche a également contribué à la définition d'indicateurs sur l'accès et l'utilisation des services financiers ventilés par sexe, qui sont importants pour que la BCE puisse évaluer les progrès de l'inclusion financière des femmes par rapport aux données de référence. Les indicateurs sur l'accès et l'utilisation ont été définis en s'appuyant sur les meilleures pratiques internationales, notamment les indicateurs de l'inclusion financière de l'AFI et du G20. D'autres indicateurs ont été définis afin de permettre à la BCE de suivre les données permettant d'évaluer la participation des femmes dans le secteur financier et l'économie.
- > Les indicateurs présentés en annexe sont des indicateurs financiers ventilés par sexe qui peuvent être obtenus à partir des données des institutions financières bancaires et non bancaires déjà disponibles ou en cours de la collecte.

- > Après cette étape, le cabinet BFA a organisé un atelier intensif de conception avec l'équipe de la BCE afin de préciser et de tester rapidement différentes approches. L'objectif était de définir des projets de modèles d'architecture de données et un modèle de tableau de bord qui facilitent la promotion de l'inclusion financière des femmes.
- > La BCE a accompli des progrès vers l'obtention de données ventilées par sexe, mais beaucoup reste encore à faire. À ce jour, les objectifs suivants ont été atteints :
 - La BCE a publié des lignes directrices à l'intention des institutions financières concernant la communication de données ventilées par sexe, ce qui ouvre la voie à la collecte, l'analyse et l'utilisation par la Banque centrale de données ventilées par sexe d'ici à 2020. En parallèle, la plateforme de données sur l'inclusion financière récemment mise en place au sein de la BCE permet de recueillir des données ventilées par sexe auprès des institutions financières et la Poste égyptienne en utilisant l'identifiant national comme identifiant unique.
 - Les résultats de l'enquête restreinte sur la demande menée en 2017 (couvrant la période de juin 2015 à juin 2016) ont montré que l'écart hommes-femmes s'établit à 10 %, ce qui servira de référence jusqu'à l'obtention des conclusions de l'exercice complet de cartographie de la demande, prévue pour le troisième trimestre 2019. Les conclusions de l'exercice de cartographie devraient permettre de mieux appréhender les obstacles à l'inclusion financière des femmes et de concevoir des interventions adaptées. Elles favoriseront la définition d'interventions/de programmes visant à accroître l'inclusion financière des femmes sur des segments spécifiques du marché, ce qui permettra à la BCE d'atteindre l'objectif de réduire de moitié l'écart hommes-femmes d'ici à 2021.
 - Un ensemble d'indicateurs décrivant l'accès et l'utilisation des services financiers par les femmes a été défini à partir des données sur l'offre. (Veuillez-vous reporter à l'annexe).



PROMOUVOIR ET ASSURER UNE INCLUSION FINANCIÈRE RESPONSABLE

Le renforcement de la protection des consommateurs de produits et services financiers et des pratiques de supervision du marché sera soutenue par les actions pour l'éducation et l'autonomisation des consommateurs, en particulier des femmes, qui sont en retard par rapport aux hommes selon les statistiques relatives à la sensibilisation des consommateurs.

1. RENFORCER LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS DE PRODUITS ET SERVICES FINANCIERS

Le Conseil d'administration de la BCE a approuvé la création d'un service dédié à la protection des consommateurs, chargé de gérer l'application de la réglementation de protection des consommateurs. Le règlement définissant les principes de la protection des consommateurs dans le secteur bancaire a été approuvé par le Conseil d'administration de la BCE en février 2019, après une phase de consultation auprès d'institutions internationales, de banques et de parties prenantes nationales concernées.

2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE D'ÉDUCATION FINANCIÈRE

L'Institut bancaire égyptien, entité de la BCE en charge de la formation, a été désigné par la BCE pour piloter la définition de la stratégie nationale d'éducation financière de l'Égypte, incluant un pilier consacré à l'autonomisation économique des femmes. Pour cet exercice, un Comité national pour l'éducation financière a été créé, avec la participation de différentes parties prenantes concernées, dont :

- > Les autorités de réglementation, telles que la CBE et l'Autorité de réglementation financière
- > Les ministères des finances, de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse et des sports
- > Des PSF, tels que Banque nationale d'Égypte, Banque Misr, Commercial International Bank, la Poste égyptienne et la bourse égyptienne (Egyptian Stock Exchange)
- > Des entités publiques, telles que l'Agence de développement des micros, petites et moyennes entreprises
- > Des ONG et des organisations de la société civile, telles que l'Alexandria Business Association
- > Des enseignants de la Faculté d'économie et de sciences politiques de l'Université du Caire et des formateurs de l'Institut bancaire égyptien
- > Des organismes de développement internationaux comme la GIZ, la Banque mondiale et le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (CGAP).

Un projet de stratégie a été communiqué aux parties prenantes pour examen et approbation. Cependant, il n'existe pas de données à l'échelle nationale décrivant les écarts entre les niveaux d'éducation financière des hommes et des femmes.

3. L'INITIATIVE « NILEPRENEURS »

« NilePreneurs » est une initiative nationale financée par la Banque centrale d'Égypte et mise en œuvre par l'Université du Nil en collaboration avec des banques, des universités et plusieurs entités nationales et internationales. Son objectif est d'accompagner les entrepreneurs, les jeunes entreprises et les petites entreprises en favorisant et en soutenant la fabrication locale dans les secteurs de l'industrie, de la technologie, des technologies financières (« Fintech ») et de l'agriculture numérique.

« NilePreneurs » répond aux besoins du marché égyptien et vise à accroître le niveau d'emploi de manière à contribuer à la croissance économique et à améliorer le niveau de vie dans le pays. Les activités et les unités de service de NilePreneurs jouent un rôle proactif dans l'autonomisation des femmes à travers toute l'Égypte, en les encourageant à participer à la création et à la gestion des PME.

Dans le cadre de cette initiative, les banques apportent leur soutien et créent des centres de développement des entreprises dans des zones géographiques présentant un potentiel d'investissement prometteur, en particulier dans le secteur manufacturier et ses différents domaines d'activité. Cela augmente les possibilités d'emploi offertes aux jeunes.

En outre, l'un des nombreux piliers de l'initiative, le « modèle PPP », vise à créer le socle et l'infrastructure nécessaires au développement d'une main-d'œuvre qualifiée parmi les jeunes générations tout en ayant un impact minimal sur le budget national, en capitalisant sur l'efficacité et les connaissances du secteur privé



Plus de 1 500 personnes ont participé en 2018 à des activités de sensibilisation organisées par la BCE et ses partenaires au Caire et dans tout le pays.

pour mettre en correspondance les besoins des entreprises et les compétences de la main-d'œuvre. C'est dans ce cadre que le Centre de formation professionnelle Asmarat, spécialisé dans le prêt-à-porter, a été lancé en partenariat avec le Groupe BTM.

Ce centre met l'accent sur l'autonomisation des femmes, en misant sur l'éducation et l'acquisition de compétences professionnelles. Il accueille des jeunes de 13 à 16 ans, ainsi que des femmes âgées de moins de 40 ans, à qui il offre une possibilité d'acquérir de nouvelles compétences et de générer des revenus.

4. SENSIBILISATION PAR LES COMPÉTENCES ET L'ÉDUCATION FINANCIÈRES

L'Institut bancaire égyptien, entité de la CBE chargée de la formation, est également en train de renforcer les capacités des institutions financières afin qu'elles répondent mieux aux besoins des femmes en leur proposant des produits et services financiers spécifiques. Récemment, la Banque Misr a signé un accord de coopération avec la Société financière internationale (IFI) visant à proposer des produits et des services bancaires à même de contribuer à l'autonomisation économique et à l'inclusion financière des femmes. Toutes les banques sont maintenant incitées à communiquer le nombre de femmes dans leur clientèle qui utilisent leurs produits, ainsi que le nombre de produits financiers ciblant les femmes et le nombre de femmes bénéficiaires. Ces données devraient être disponibles au premier trimestre de 2019.

5. METTRE EN PLACE LES INFRASTRUCTURES NUMÉRIQUES REQUISES POUR L'UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS NUMÉRIQUES (SFN)

Alors que de plus en plus de femmes possèdent un téléphone mobile, la finance numérique offre des

opportunités prometteuses pour accroître l'accès des femmes aux services financiers, tant au niveau des microentreprises que des ménages.

Ces solutions innovantes peuvent servir de point d'entrée parmi les femmes non bancarisées, en leur permettant de régler leurs factures ou leurs fournisseurs, de recevoir les paiements de leurs clients, de réaliser des transferts, d'épargner en toute sécurité ou de percevoir des prestations sociales. À titre d'exemple, la BCE a autorisé les institutions de microfinance à verser des prêts en utilisant des portefeuilles mobiles, et permet aux clients d'effectuer leurs remboursements par le biais de ces mêmes portefeuilles mobiles. Il existe à ce jour 12,9 millions de portefeuilles mobiles.

Les initiatives de la CBE visant à lever les obstacles liés aux infrastructures ou de nature opérationnelle, juridique ou réglementaire s'articulent autour de deux grands axes :

- > Offrir une infrastructure financière efficace et solide, soutenue par un cadre opérationnel et réglementaire adapté
- > Favoriser le développement des nouvelles technologies pour fournir des canaux de distribution numériques et étendre la présence de la BCE

Le décret présidentiel n° 89 de 2017 a ainsi créé le Conseil national des paiements, dirigé par le Président égyptien, dont la mission principale est de réduire l'utilisation des billets en dehors du secteur bancaire et de promouvoir l'utilisation des services financiers numériques comme moyen de paiement de référence.

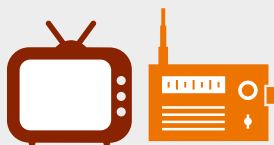
RÉSULTATS DE LA STRATÉGIE NATIONALE D'ÉDUCATION FINANCIÈRE

La BCE a demandé à l'Institut bancaire égyptien de diriger les efforts consacrés à l'éducation financière et de créer un comité directeur chargé d'élaborer une stratégie



Mise en œuvre d'une campagne nationale d'éducation financière et participation à des événements régionaux et internationaux

(« Global Money Week » et Journée de l'inclusion financière des pays arabes)



Campagne en faveur de l'inclusion financière diffusée à la télévision et à la radio

(Février à mai 2018)



7 millions de bénéficiaires des campagnes menées dans 27 gouvernorats

(2013 à 2018)



L'Égypte a remporté cinq prix internationaux remis par Child & Youth Finance International (CYFI)

(2014 à 2017)

APPROCHE DE LA BCE POUR METTRE EN PLACE UN SYSTÈME FINANCIER INCLUSIF ET INTÉGRANT LA DIMENSION DE GENRE

Compte tenu de la complexité du paysage de l'inclusion financière en Égypte et de la variété des parties prenantes concernées dans le pays - dont chacune a un rôle unique et déterminant à jouer pour promouvoir l'inclusion financière en Égypte - la BCE a adopté une approche à plusieurs volets de manière à prendre en compte les parties concernées (comme les autorités de réglementation et de surveillance, les organismes publics, le secteur privé et les partenaires au développement) et le rôle important et précis que chacune d'entre elles doit jouer.

L'accès aux ressources, aux possibilités d'emploi et à la représentation dans les instances de prise de décision sont des éléments clés qui peuvent transformer la vie des femmes et contribuer à la réalisation de la Vision de l'Égypte à l'horizon 2030, qui fait de l'égalité hommes-femmes et de l'autonomisation des femmes une priorité absolue. Un certain nombre des initiatives et politiques publiques décrites dans cette étude de cas visent à aider les entreprises détenues par des femmes ainsi que les femmes entrepreneures, et à favoriser l'autonomisation économique des femmes et leur accès à des postes de direction.

Dans ce but, la BCE, en collaboration avec les différentes parties prenantes qui interviennent auprès des femmes (le Conseil national pour les femmes, l'Université américaine du Caire et d'autres parties prenantes concernées), conçoit différentes initiatives en faveur de l'autonomisation des femmes et la promotion de l'égalité hommes-femmes par le renforcement des capacités, et œuvre pour permettre l'accès et l'utilisation des services financiers dans différents contextes.

LA POLITIQUE DE LA BANQUE CENTRALE D'ÉGYPTÉ EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES

La CBE élabore actuellement sa propre politique en faveur de l'égalité hommes-femmes, qui permettra

de lever les obstacles qui empêchent les femmes d'accéder à des fonctions de direction. Cette approche servira de modèle aux institutions financières du pays pour sensibiliser à l'importance de promouvoir l'autonomisation économique des femmes et leur présence à des postes de direction.

À cette fin, la CBE a adopté une approche plus ciblée et guidée par des objectifs, et s'appuiera sur une étude de référence offrant l'état des lieux de la représentation des femmes aux différents niveaux de responsabilité au sein de l'institution.

En novembre 2017, la CBE a conduit une enquête similaire auprès de 33 banques (sur 38) dont le conseil d'administration est situé en Égypte. L'enquête, qui visait à déterminer le niveau de représentation des femmes aux différents niveaux de la direction et du personnel, a montré que la représentation des femmes s'établissait à 11,3 %. Des initiatives et des mesures ciblées sont en cours de définition, en tirant parti des résultats et conclusions de l'enquête.

PARTENARIAT ENTRE LA BANQUE CENTRALE D'ÉGYPTÉ ET LE CONSEIL NATIONAL POUR LES FEMMES

À la suite de la signature d'un protocole d'accord entre la CBE et le Conseil national pour les femmes en marge du Global Policy Forum de l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI) de 2017, organisé à Charm el-Cheikh, en Égypte, un comité de haut niveau a été créé pour assurer la mise en œuvre et le suivi des différents domaines de coopération identifiés. Ces domaines étaient les suivants :

- Valider un projet national visant à promouvoir l'épargne et l'esprit d'entreprise des femmes en s'appuyant sur le projet AVEC
- Définir des objectifs clairs pour l'inclusion financière des femmes dans le cadre de la Stratégie nationale 2030 en faveur des femmes
- Accroître l'accès des femmes aux services financiers formels par le biais de services financiers numériques (SFN) de qualité à des prix compétitifs
- Mettre en place un cadre juridique et réglementaire favorable à l'inclusion financière des femmes
- Accroître le nombre de femmes occupant des fonctions de direction et de prise de décisions dans le secteur financier
- Identifier des femmes jouant le rôle de facilitatrices dans les régions rurales de tous les gouvernorats et renforcer leurs capacités à
 - a) sensibiliser par l'éducation financière et promouvoir les produits financiers proposés par les banques et
 - b) identifier les besoins spécifiques des femmes en matière de produits et services financiers

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE ET ACCÈS DES FEMMES À DES POSTES DE DIRECTION

L'autonomisation des femmes et la pleine mise en œuvre de leurs compétences et de leurs capacités à diriger sont essentielles pour maximiser la compétitivité, dans la mesure où la diversité dans les fonctions de direction accroît les chances de concevoir des solutions innovantes au service d'une croissance inclusive. Le fait que les organes de décision reflètent la diversité des sociétés qu'ils représentent garantit une perspective équilibrée dans la conception et la mise en œuvre des règles, permettant une approche inclusive de l'élaboration des politiques et de la prestation des services.

Dans cet esprit, et pour la première fois dans l'histoire de l'Égypte, le Cabinet des ministres nommé en juin 2018 comptait huit femmes ministres (contre six dans le Cabinet précédent), soit près de 25 % du Cabinet.

En mars 2018, la CBE a lancé le Programme de mentorat pour les femmes en collaboration avec le Conseil national pour les femmes en Égypte et le Top 50 Women Forum, qui réunit les 100 femmes les plus influentes de la société égyptienne à travers tous les secteurs d'activités. Ce programme vise à promouvoir et à créer un groupe de femmes exerçant des fonctions de direction et de prise de décision, en identifiant des femmes qualifiées issues de différents secteurs, dans le cadre de la Vision de l'Égypte à l'horizon 2030.

OBSERVATOIRE DES FEMMES DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION DE L' UNIVERSITÉ AMÉRICAINE DU CAIRE

La CBE collabore avec l'Université américaine du Caire au sein de l'Observatoire des femmes dans les conseils d'administration, qui a une triple mission :

- > Déterminer la représentation actuelle des femmes dans les conseils d'administration
- > Assurer des formations aux fonctions de direction auprès de femmes exerçant des responsabilités intermédiaires, pour accroître leurs chances de rejoindre un conseil d'administration à l'avenir
- > Mettre à disposition une base de données qui recense des femmes qualifiées et susceptibles de faire partie d'un conseil d'administration

FEUILLE DE ROUTE POUR ÉLARGIR L'ACCÈS DES FEMMES AUX SERVICES FINANCIERS

Si les obstacles ne manquent pas, il existe également de nombreuses opportunités de promouvoir l'inclusion financière des femmes en Égypte, soit en utilisant les structures existantes, soit en lançant de nouvelles initiatives qui ciblent spécifiquement les femmes. Cette section décrit les possibilités d'améliorer l'accès des femmes aux services financiers en Égypte sous la forme d'une feuille de route destinée à promouvoir l'inclusion financière.

Cette feuille de route présente les domaines d'action prioritaires.

1. OBTENIR DES DONNÉES PRÉCISES SUR LA SITUATION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE EN ÉGYPTES

The CBE has taken the lead in establishing a comprehensive nationally-owned Financial Inclusion Database to measure the levels and trends of financial inclusion on both demand-side and supply-side datasets for individuals, including gender-disaggregated data as described in the previous section.

2. ACCROITRE LA PORTÉE DES SERVICES FINANCIERS NUMÉRIQUES (SFN)

La BCE a publié récemment une étude de cas intitulée « Contribution des services financiers numériques et des technologies financières à l'inclusion financière », qui a souligné les opportunités que présentent pour l'Égypte le taux d'équipement en téléphones mobiles, égal à 112 %, et la proportion des personnes utilisant Internet, supérieure à 38 %. La reconnaissance de ce potentiel, associée au développement rapide des SFN, peut être la voie à suivre pour atteindre les populations exclues financièrement ou mal desservies en leur proposant une gamme de services financiers qui réponde à leurs besoins. La fourniture de ces services, au moyen notamment des téléphones mobiles, peut être un atout décisif pour surmonter les obstacles géographiques, démographiques ou institutionnels à l'inclusion financière.

Si les SFN présentent un potentiel considérable pour promouvoir l'inclusion financière, il sera nécessaire de relever un certain nombre de défis pour que les Égyptiens puissent en bénéficier pleinement. Les actions déployées par la BCE face à ces défis relèveront de deux grandes lignes : assurer un cadre opérationnel et réglementaire robuste et fournir une infrastructure de marché financier solide à même d'accompagner l'expansion des SFN.

3. ENCOURAGER L'UTILISATION DES PAIEMENTS ÉLECTRONIQUES

Le paiement électronique des salaires et des prestations sociales par l'État peut encourager les personnes à ouvrir des comptes formels, voire les y contraindre, ce qui peut conduire à une hausse significative du nombre de personnes officiellement bancarisées.

4. IDENTIFIER LES DÉFIS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE POUR CONCEVOIR DES INTERVENTIONS ADAPTÉES

L'exercice consistant à recenser les défis de l'offre et de la demande ouvre la voie au secteur privé afin de libérer un potentiel de croissance inexploité. Les résultats de l'exercice de cartographie permettront aux responsables des politiques publiques de concevoir des interventions adaptées pour renforcer l'inclusion financière des femmes et remédier aux raisons de leur exclusion.

5. PROMOUVOIR UNE INCLUSION FINANCIÈRE RESPONSABLE

Une stratégie d'éducation financière a été rédigée et doit être approuvée par les parties prenantes nationales concernées. L'écart est très marqué en termes de connaissances et de sensibilisation aux produits financiers, et beaucoup de femmes manquent de compétences financières. En d'autres termes, la majorité des femmes ne dispose pas de connaissances approfondies des avantages et risques liés à l'utilisation des produits et services financiers.

6. PROMOUVOIR UNE COORDINATION PLUS ÉTROITE DES EFFORTS D'INCLUSION FINANCIÈRE

La Direction de l'inclusion financière pilotera les actions pour l'inclusion financière, en assurera le suivi et favorisera la coordination et la collaboration entre les parties prenantes nationales.

CONCLUSION

La BCE partage avec le gouvernement égyptien la conviction que la promotion d'une participation active des femmes, à l'échelle personnelle comme dans l'activité des MPME, permettra non seulement d'accroître leur accès aux services financiers, mais aussi de dynamiser la création d'emploi et le développement économique au niveau macroéconomique.

Aux fins de l'action publique, il importe de connaître le nombre de personnes exclues des services financiers et de comprendre les principaux facteurs à l'origine de cette exclusion, pour élaborer et mettre en application des stratégies adaptées. Il est donc essentiel que les responsables des politiques publiques, les autorités de réglementation et d'autres parties prenantes clés aient une bonne compréhension des facteurs qui expliquent les niveaux élevés d'exclusion financière.

A cet effet, la création et la tenue à jour d'une base de données précises décrivant l'inclusion financière, ventilées par sexe, revêtent une importance décisive. La CBE s'engage à travailler à l'identification de solutions pour relever ces nombreux défis, en étroite collaboration avec les principales parties prenantes du pays et de la communauté internationale, afin de définir l'approche la plus adaptée.

GLOSSAIRE

AFI	Alliance pour l'inclusion financière
BFA	Bankable Frontiers Associates
CBE	Banque centrale d'Égypte
CDD	Diligence raisonnable à l'égard de la clientèle (Customer Due Diligence)
SFN	Services financiers numériques
FINDEX	Financial Data Exchange
PSF	Prestataire de services financiers
GPF	Global Policy Forum
GWFIG	Comité pour la prise en compte de la dimension de genre et l'inclusion financière des femmes
IFC	Société financière internationale
FMI	Fonds monétaire international
IMF	Institution de microfinance
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
IFNB	Institutions financières non bancaires
ONG	Organisation non gouvernementale
ODD	Objectifs de développement durable
SDD	Stratégie de développement durable
AVEC	Association villageoise d'épargne et de crédit
BM	Banque mondiale

BIBLIOGRAPHIE

Alliance pour l'inclusion financière (AFI). 2018.

Contribution des services financiers numériques et des technologies financières à l'inclusion financière : le cas de l'Égypte. Disponible à l'adresse : https://www.afi-global.org/sites/default/files/publications/2018-08/AFI_Egypt_Report_AW_digital.pdf

Université américaine du Caire. 2014. Initiative de l'Observatoire des femmes dans les conseils d'administration. Disponible à l'adresse : <http://schools.aucegypt.edu/Business/Pages/wob-observatory.aspx>

Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques. 2017. Données du recensement. Disponible à l'adresse : https://www.capmas.gov.eg/Pages/Publications.aspx?page_id=7195

Banque centrale d'Égypte (CBE). 2017. Initiative de la CBE. Hypothèques, PME. Disponible à l'adresse : <http://www.cbe.org.eg/en/Pages/CBEInitiatives.aspx>

Banque centrale d'Égypte (CBE). 2017. État des lieux de l'inclusion financière en 2017. Lien non disponible.

Banque centrale d'Égypte (CBE). 2018. Définition d'une entreprise détenue par des femmes. Disponible à l'adresse : <http://www.cbe.org.eg/ar/BankingSupervision/Pages/Circulars.aspx>

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). 2015. Rapport sur l'accès aux services financiers en Égypte. Lien non disponible.

Conseil national pour les femmes. 2017. Stratégie nationale pour l'autonomisation des femmes égyptiennes à l'horizon 2030 - Vision et piliers. Disponible à l'adresse : <http://ncw.gov.eg/wp-content/uploads/2017/04/womens-strategy.pdf>

Fonds monétaire international. 2013. Les femmes, le travail et l'économie : les gains macroéconomiques de l'équité entre les sexes. Disponible à l'adresse : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2013/sdn1310.pdf>

Stratégie de développement durable (SDD) : Vision de l'Égypte à l'horizon 2030. 2016. Disponible à l'adresse : http://arabdevelopmentportal.com/sites/default/files/publication/sds_egypt_vision_2030.pdf

Banque mondiale Base de données Global Findex 2017 : Mesurer l'inclusion financière et la révolution technico-financière Disponible à l'adresse : <https://globalfindex.worldbank.org/>

Groupe de la Banque mondiale - International Finance Group (IFG). 2016.

Miser sur les femmes en Égypte « Innovations dans le secteur bancaire ». Disponible à l'adresse : https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/7931b811-04b3-45b5-9dc5-c36a5eb5faf5/Web+version_Banking+on+Women+in+Egypt+FINAL.pdf?MOD=AJPERES

Forum économique mondial. Rapport mondial sur l'écart entre les sexes 2017. Disponible à l'adresse : http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2017.pdf

ANNEX - GENDER DISAGGREGATED FINANCIAL ACCESS AND USE INDICATORS

Indicators are important for the CBE to track the progress of women's financial inclusion from the baseline data. The access and usage indicators are guided by international best practices, such as G20 financial inclusion indicators.

Other additional indicators have been developed to allow the CBE to track information that provides insights into the relative size of women's participation in the financial sector and the economy. The following table shows gender-based financial indicators that can be derived from both bank and non-bank financial institution (NBFI) data, currently available or in the process of being collected. These are the baseline variables that are used to derive other indicators.

The following indicators are not solely for the banking sector; they are also measures for NBFIs and Egypt Post. Implementation will take place gradually.

TABLE 1: BASELINE GENDER-BASED FINANCIAL INDICATORS

INDICATOR (UNIT)	CALCULATION	RATIONALE	DERIVATIVE INDICATORS
1. USAGE: Personal Deposit Accounts			
1.a Total number of personal deposit accounts held by female customers (#)	Sum (count of all personal deposit accounts held by female customers)	> Minimum necessary and most widely available indicator of female financial inclusion (since the ability to filter by unique customer is often limited) > Because a customer might have multiple accounts, this indicator likely entails some duplication of customers > Together with 2.a., it can be used to measure total female access (individuals and WOBs) to deposits	> Women's share of total number of personal deposit accounts (%) > Number of deposits accounts per 1,000 adults by gender [G20 indicator #1C]¹
1.b Total value of personal deposit accounts held by female customers (EGP)	Sum (balance of all personal deposit account held by female customers in EGP)	> Minimum necessary indicator to track female financial inclusion and female personal deposit market shares in nominal terms over time > Necessary to calculate relative size indicators (e.g. as a percentage of the GDP) for international comparison and benchmarking (e.g. savings rates) > Necessary to compute effective profitability indicators of deposits by gender	> Average value of account balance by gender (EGP) > Women's share of personal deposit accounts balances (%) > Women's outstanding deposit balances as a percentage of nominal GDP (%) > Effective deposit interest rate by gender (%)
1.c Total number of unique female customers with at least one personal deposit account	Sum (count of unique female customers holding personal deposit accounts)	> Basic measure of female banking over time as used by G20 that is essential to track whether there is a difference in degree of banking according to gender > A customer-level view corrects duplication at the account-level view due to individual customers potentially holding multiple account	> Women's share of total number of unique customers (%) > Share of female adult population with a personal deposit account (%) > Number of depositors per 1,000 adults by gender [G20 indicator #1B]²
2. USAGE: Business Deposit Accounts			
2.a Total number of business accounts held by WOBs (women-owned businesses)	Sum (count of all business deposit accounts held by WOBs)	> Minimum necessary indicator of WOB banking, i.e. to track businesses with a bank relationship through a deposit account, even when they have no access to credit > Because a WOB might have multiple accounts at the same or different institutions, this indicator likely entails some duplication > Together with 1.a., used to measure total female access (individuals and WOBs) to deposit accounts	> WOBs' share of total number of business deposit accounts > WOBs' share of total number of (personal and business) deposit accounts (%) [G20 indicator #7B] > WOBs' share of total number of (personal and business) depositors (%) [G20 indicator #7C]

1 World Bank, 2016, G20 Financial Inclusion Indicators. Available at https://databank.worldbank.org/data/download/g20fidata/Indicators_note_formatted.pdf

2 As above

INDICATOR (UNIT)	CALCULATION	RATIONALE	DERIVATIVE INDICATORS
2.b Total value of business accounts held by WOBs (EGP)	Sum (balance of all business deposit accounts held by WOBs)	> Minimum necessary indicator to track WOBs' deposit shares in nominal terms over time > Necessary to calculate relative size indicators (e.g. as a percentage of the GDP) for international comparison and benchmarking (e.g. savings rates) > Necessary to compute effective profitability indicators of deposits by gender	> WOBs' share of total business deposit account balances (%) > WOBs' business deposits as a percentage of the GDP (%) > Effective deposit interest rate by gender (%)
2.c Total number of unique WOBs with at least one business deposit account	Sum (count of all WOBs that hold business deposit accounts)	> A company-level view corrects duplication at the account-level view due to WOBs potentially holding multiple accounts	> Share of total number of WOBs that have a business deposit account (%) [G20 indicator #7A] > WOBs' share of total number of unique business accounts (%)

3. USAGE: Personal Loans

3.a Total number of outstanding personal loans issued to female borrowers	Sum (count of all personal loans issued to female borrowers)	> Minimum necessary and most widely available indicator of women's access to, and market share of, formal credit over time (since > Depending on the level of maturity and saturation of the lending market in the country, a customer might have multiple loans outstanding. This indicator likely entails some duplication of customers > Necessary variable to track women's market share of total outstanding loan portfolio over time > Together with 4.a, used to measure total female access (individuals and WOBs) to credit	> Women's share of total number of outstanding personal loans (%) > Number of outstanding personal loans per 1,000 adults by gender [G20 indicator #2C] > Number of outstanding personal loans per person by gender
3.b Total value of outstanding personal loans issued to female borrowers (EGP)	Sum (balance of outstanding personal loans issued to female borrowers)	> Necessary variable to track women's access to, and market share of, formal credit in nominal terms over time > Necessary to calculate relative size indicators (e.g. as a percentage of the GDP) for international comparison and benchmarking (e.g. credit penetration) > Necessary variable to compute loan performance metrics (e.g. non-performing loan ratios)	> Average value of loan size by gender (EGP) > Women's share of total outstanding personal loan balance (%) > Women's outstanding loan balances as a percentage of the nominal GDP (%) > Value of non-performing loans to total loan portfolio by gender (%)
3.c Total number of unique female borrowers with at least one outstanding personal loan	Sum (count of unique female customers with an outstanding personal loan or credit line)	> Minimum necessary to indicator to track an individual woman's access to, and market share of, formal credit > A customer-level view corrects duplication at the facility-level view due to individual borrowers potentially holding multiple debts > Necessary variable to compute market shares per population (since a facility-level view would likely entail duplication)	> Share of female adult population with at least one personal loan outstanding (%) > Number of borrowers per 1,000 adults by gender [G20 indicator #2B]

4. USAGE: Business Loans

4.a Total number of outstanding business loans issued to WOBs	Sum (count of all outstanding business loans or credit lines issued to WOBs)	> Minimum necessary and most widely available indicator of WOBs' access to and market share of formal credit over time > Because a business might have multiple loans outstanding, this indicator likely entails some duplication of customers > Necessary variable to track WOBs' market share of total outstanding business loan portfolio over time > Together with 3.a, used to measure total female access (individuals and WOBs') to credit	> WOBs' share of total outstanding business loans (%) > WOBs' with an outstanding loan or line of credit from a regulated financial institution as a share of number of outstanding [G20 indicator #8A]
--	--	--	--

INDICATOR (UNIT)	CALCULATION	RATIONALE	DERIVATIVE INDICATORS
4.b Total value of outstanding business loans issued to WOBs (EGP)	Sum (balance of outstanding business loans or credit lines issued to WOBs)	> Necessary variable to track WOBs' access to, and market share of, formal credit in nominal terms over time > Necessary to calculate relative size indicators (e.g. as a percentage of the GDP) for international comparison and benchmarking (e.g. credit penetration) > Necessary variable to compute loan performance metrics (e.g. non-performing loan ratios)	> Average value of WOBs' loan size > WOB's share of total outstanding business loan balance (%) > WOBs' outstanding loan balances as a percentage of the nominal GDP (%) > WOBs' non-performing loans to total WOB loan portfolio (%) > Outstanding SME loans as a percentage of all outstanding loans by gender (%) [G20 indicator #8C]
4.c Total number of unique WOBs with at least one outstanding business loan	Sum (count of unique WOBs with outstanding business loans or credit lines)	> Minimum necessary indicator to track individual WOBs' access to, and market share of, formal credit > An enterprise-level view corrects duplication at the facility-level view due to WOBs potentially holding multiple debts > Necessary variable to compute market shares per population of SMEs (since a facility-level view would likely entail duplication)	> Share of total number of WOBs with an outstanding loan or a line of credit from a regulated financial institution > WOBs' share of all SMEs with an outstanding loan or a line of credit from a regulated financial institution [G20 indicator #8B]

5. USAGE: Payments

5.a Total number of cashless transactions initiated by women, by instrument	Sum (count of all transactions initiated by female customers per instrument)	> Necessary to measure whether there is a gender difference in usage of different cashless instruments including cheques, debit cards, credit cards, pre-paid cards, mobile payments and inbound/outbound remittances > Monitoring mobile financial transactions can give insights into actual usage of financial services by women, since mere ownership of a deposit or credit account might not signify that the female owner is the actual user or beneficiary of said account	> Women's share of cashless transactions per instrument > Women's share of all cashless transactions > Number of retail cashless transactions per 1,000 adults by gender [G20 indicator #4] > Share of adults receiving domestic and international remittances, by gender [G20 indicator #6] > Share of adults that use their mobile devices to make a mobile payment, by gender (%) [G20 indicator #5]
5.b Total value of cashless transactions initiated by women, by instrument (EGP)	Sum (value of all transactions initiated by female customers per instrument)	> Necessary to measure whether there is a gender difference in the size of cashless transactions per instrument: including cheques, debit cards, credit cards, pre-paid cards, mobile payments and inbound/outbound remittances > Necessary to calculate the relative size of indicators (e.g. as a percentage of the GDP) for international comparison and benchmarking > To measure women's participation in cashless payments and behavior preferences towards an instrument based on the total value	> Women's share of the value of cashless transactions per instrument (%) > Women's share of the value of all cashless transactions (%) > Average size of transaction, by gender (EGP)

6. USAGE: Insurance

6.a Total number of insurance policies issued to female customers, by life and non-life segment	Sum (count of all insurance policies held by female customers, by segment)	> Minimum necessary indicator to track women's access to, and market share of, insurance products > Necessary to measure whether there is a gender difference in the usage of insurance by segment (i.e. life and non-life)	> Share of insurance policies held by female customers (%) > Number of (total/life/non-life) insurance policy holders per 1,000 adults, by gender [G20 indicator #3]
6.c Total value of insurance premiums for female-owned insurance policies, by life and non-life segment (EGP)	Sum (balance of all insurance premiums paid by female customers, by segment)	> Necessary to measure whether there is a gender difference in the size of insurance premiums for the same insured value or risk, which might indicate a gender bias in underwriting > Necessary to calculate relative size indicators (e.g. as a percentage of the GDP) for international comparison and benchmarking (e.g. insurance penetration).	> Share of insurance premiums held by female customers (%) > Life and non-life insurance premiums attributed to female policyholders as a percentage of GDP (%)

INDICATOR (UNIT)	CALCULATION	RATIONALE	DERIVATIVE INDICATORS
7. USAGE ACCESS: All Financial Services			
7.a Total number of financial products used by female customers	Sum (count of all personal deposit accounts, including deposits with PO, business deposit accounts, personal loans including loans with NBFIs, mobile wallet accounts etc. held by female customers)	> Necessary to measure the degree of women's inclusion in the formal or regulated financial services sector based on ownership of at least one account from a regulated entity > To track effectiveness of policies towards promoting women's formal financial inclusion over time, for instance, whether tiered KYC³ leads to an increase in deposit accounts or mobile wallet accounts opened by women	> Women's share of adult population with an account at a formal financial institution (%) [G20 indicator #1A]
8. ACCESS: Access Points			
8.a Total number of access points per channel	Sum (all access points per channel)	> Minimum necessary indicator to measure women's proximity to main financial access points: bank branches, ATMs, points of service (POS) > Assuming that the male and female population is evenly distributed (i.e. the gender split is roughly equal everywhere in Egypt), overall branch density (i.e. ratio of branches to population) serves as a proxy for female bank density (i.e. ratio of branches to female population)	> Number of branches per 100,000 adults, by gender [G20 indicator #9] > Number of ATMs per 100,000 adults, by gender [G20 indicator #10A] > Number of POS per 100,000 adults, by gender [G20 indicator #10B] > Number of agents per 100,000 adults, by gender [G20 indicator #11]
8.b Total number of access points, per channel and per district	Sum (all access points per channel in each of the districts)	> Breakdown by district provides a more granular geolocation, which can enable visualization of data on maps and facilitate the discovery of geographic coverage gaps in financial inclusion	> Number of bank branches per district > Number of ATMs per district > Number of POS per district > Number of agents per district
8.c Total number of unique women-owned e-money accounts	Sum (count of all women-owned e-money accounts)	> Necessary to track access to mobile digital financial services given their potential for scalability and low cost > Important to use customer view in order to avoid duplication	> Number of registered e-money accounts [per 100,000 adults], by gender [G20 indicator #12] > Share of female adult population with an e-money account (%) > Female e-money account
9. PERFORMANCE INDICATORS: Gender Data Disaggregation			
9.a Total number of financial products using a 6-digit national ID for customer verification	Sum (count of all unique customers with a 6-digit national ID) / Sum (count of all unique customers)	> Necessary to track progress in updating KYC⁴ processes using the new 6-digit national ID, which can help determine valid gender disaggregation metrics > To estimate the margin of error of gender-based financial inclusion indicators	> Share of unique banking system depositors holding 6-digit national ID (%) > Share of accounts held by 6-digit national ID holders (%) > Share of total deposit account balances held by 6-digit national ID holders (%)
9.b Share of joint accounts from total accounts	Sum (count of all personal and business joint accounts) / Sum (tally of all personal and business deposit accounts held by customers)	> Necessary to estimate maximum margin of error	> Share of joint accounts of deposit account portfolio > Share of total deposit joint account balances (%) > Share of total loan joint account balances (%)
9.c Share of pre-paid accounts	Sum (count of all pre-paid accounts) / Sum (tally of all personal deposit accounts held by customers)	> Necessary to calculate margin of error	> Share of pre-paid accounts from deposit account portfolio > Share of total deposit pre-paid account balances (%)

3 Know Your Customer

4 As above

INDICATORS BASED ON BANK DATA

The tables below show indicators differentiated by the type of financial institution - banks and non-banks. This separation is necessary to be able to track if there are significant gender differences based on the type of financial institution, and will thereby assist in designing specific policies for different types of financial institutions. Cells are highlighted according to the level of disaggregation that is currently possible based on surveys of the data landscape.

TABLE 2: INDICATOR SURVEY (BANK DATA)

Level of disaggregation: ■ = Full ■ = Partial ■ = Low

DISAGGREGATION BY							
INDICATOR (UNIT)	FREQUENCY	GENDER	AGE	LOCATION	INSTRUMENT	SECTOR	COMMENTS
1. USAGE: Personal Deposit Accounts							
1.a Total number of personal deposit accounts held by female customers	Monthly Quarterly Biannually	14-digit ID	14-digit ID	City	Current Savings	N/A	A new statistical report on deposits of individuals already requires banks to present deposits classified by city, type of deposit, gender, and age for number of clients and number of accounts. ⁵
1.b Total value of personal deposit accounts held by female customers (EGP)	Monthly Quarterly Biannually	14-digit ID	14-digit ID	City	Current Savings	N/A	A new statistical report on deposits of individuals already requires banks to present deposits classified by city, type of deposit, gender, and age for number of clients and number of accounts. ⁶
1.c Total number of unique female customers with at least one personal deposit account	Monthly Quarterly Biannually	14-digit ID	14-digit ID	City	Current Savings	N/A	A new statistical report on deposits of individuals already requires banks to present deposits classified by city, type of deposit, gender, and age for number of clients and number of accounts. ⁷
2. USAGE: Business Deposit Accounts							
2.a Total number of business accounts held by WOBs	Monthly Quarterly Biannually	14-digit ID Some N/A	14-digit ID Some N/A	City	Current Savings	Agriculture Commercial Industry Services	Some personal accounts are used as business accounts, but there is no way to distinguish them.
2.b Total value of business accounts held by WOBs (EGP)	Monthly Quarterly Biannually	14-digit ID Some N/A	14-digit ID Some N/A	City	Current Savings	Agriculture Commercial Industry Services	Some personal accounts are used as business accounts, but there is no way to distinguish them.
2.c Total number of unique WOBs with at least one business deposit account	Monthly Quarterly Biannually	14-digit ID Some N/A	14-digit ID Some N/A	City	Current Savings	Agriculture Commercial Industry Services	Some personal accounts are used as business accounts, but there is no way to distinguish them.

5 Central Bank of Egypt, Monthly Statistical Bulletin. Available at <http://www.cbe.org.eg/en/EconomicResearch/Publications/Pages/MonthlyStatisticaclBulletin.aspx>

6 As above

7 As above

DISAGGREGATION BY

INDICATOR (UNIT)	FREQUENCY	GENDER	AGE	LOCATION	INSTRUMENT	SECTOR	COMMENTS
3. USAGE: Personal Loans							
3.a Total number of outstanding personal loans issued to female borrowers	Quarterly Biannually	Triangulation with I-Score data	Triangulation with I-Score data	City	Personal ⁸ Housing Car	N/A	Banks submit reports of loans issued to individuals to the CBE's offsite supervision on a quarterly basis as well as a report on geographical distribution of loans and deposits biannually.
3.b Total value of outstanding personal loans issued to female borrowers (EGP)	Quarterly Biannually	Triangulation with I-Score data	Triangulation with I-Score data	City	Personal Housing Car	N/A	Banks submit reports of loans issued to individuals to the CBE's offsite supervision on a quarterly basis as well as a report on geographical distribution of loans and deposits biannually.
3.c Total number of unique female borrowers with at least one outstanding personal loan	Quarterly Biannually	Triangulation with I-Score data	Triangulation with I-Score data	City	Personal Housing Car	N/A	Banks submit reports of loans issued to individuals to CBE's offsite supervision on a quarterly basis as well as a report on geographical distribution of loans and deposits biannually.
4. USAGE: Business Loans							
4.a Total number of outstanding business loans issued to WOBs	Monthly Quarterly Biannually	Limited ownership, control data	Limited ownership, control data	City		Agriculture Commercial Industry Services	Limited data on ownership, control, or management of SMEs constrains ability to identify WOBs. Banks capture data about ownership but it is not always entered into their management information system (MIS).
4.b Total value of outstanding business loans issued to WOBs (EGP)	Monthly Quarterly Biannually	Limited ownership, control data	Limited ownership, control data	City		Agriculture Commercial Industry Services	Limited data on ownership, control, or management of SMEs constrains ability to identify WOBs. Banks capture data about ownership but it is not always entered into their MIS system.
4.c Total number of unique WOBs with at least one outstanding business loan	Monthly Quarterly Biannually	Limited ownership, control data	Limited ownership, control data	City		Agriculture Commercial Industry Services	Limited data on ownership, control, or management of SMEs constrains ability to identify WOBs. Banks capture data about ownership but it is not always entered into their MIS system.
5. USAGE: Payments							
5.a Total number of cashless transactions initiated by women, by instrument	Monthly	14-digit ID	14-digit ID	District Level	Cheques Credit Cards Debit Cards Pre-paid Cards Mobile Wallets	N/A	This assumes transactions are geo-tagged and are linked to the 14-digit ID of the user. However, banks could have a difficult time linking pre-paid cards payments to a 14-digit ID given that they do not capture information about the end user.
5.b Total value of cashless transactions initiated by women, by instrument (EGP)	Monthly	14-digit ID	14-digit ID	District Level	Cheques Credit Cards Debit Cards Pre-paid Cards Mobile Wallets	N/A	This assumes transactions are geo-tagged and are linked to the 14-digit ID of the user. However, banks could have a difficult time linking pre-paid cards payments to a 14-digit ID given that they do not capture the information about the end user.

⁸ This includes all types of personal loan products such as overdraft facilities, credit cards etc.

DISAGGREGATION BY							
INDICATOR (UNIT)	FREQUENCY	GENDER	AGE	LOCATION	INSTRUMENT	SECTOR	COMMENTS
6. USAGE: Insurance							
6.a Total number of insurance policies issued to female customers, by life and non-life segment	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	See non-bank indicators.
6.c Total value of insurance premiums for female-owned insurance policies, by life and non-life segment (EGP)	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	See non-bank indicators.
7. USAGE ACCESS: All Financial Services							
7.a Total number of financial products used by female customers	Monthly Quarterly Biannually	14-digit ID Through I-Score	14-digit ID Through I-Score	City	Current account Savings account Credit Mobile Wallet	N/A	A new statistical report on deposits of individuals already requires banks to present deposits classified by city, type of deposit, gender, and age for number of clients and number of accounts. ⁹ Banks submit reports of loans issued to individuals to the CBE's offsite supervision on a quarterly basis, and a report on geographical distribution of loans and deposits biannually.
8. ACCESS: Access Points							
8.a Total number of access points, per channel	Monthly	N/A	14-digit ID	District Level	Agent ATM Branch POS	N/A	
8.b Total number of access points, per channel and per district	Monthly	N/A	14-digit ID	District Level	Agent ATM Branch POS	N/A	
8.c Total number of unique women-owned e-money accounts	Monthly	14-digit ID	14-digit ID	District Level	Agent ATM Branch POS	N/A	
9. PERFORMANCE INDICATORS: Gender Data Disaggregation							
9.a Total number of financial products using a 6-digit national ID for customer verification	Biannually	N/A	N/A	City	Current account Savings account	N/A	This should be reported biannually to allow the CBE to track progress accurately so that the reporting burden on financial institutions can be minimized.
9.b Share of joint accounts from total accounts	Monthly	14-digit ID	14-digit ID	City	Current account Savings account	N/A	
9.c Share of pre-paid accounts						N/A	Banks could have a difficult time linking pre-paid cards payments to a 14-digit ID given that they do not capture information about the end user.

INDICATORS BASED ON DATA FROM NON-BANK FINANCIAL INSTITUTIONS (NBFIS)

TABLE 3: INDICATOR SURVEY (NBFIS)

Level of disaggregation: ■ = Full ■ = Partial ■ = Low

DISAGGREGATION BY								
INDICATOR (UNIT)	PROVIDER	FREQUENCY	GENDER	AGE	LOCATION	INSTRUMENT	SECTOR	COMMENTS
1. USAGE: Personal Deposit Account								
1.a Total number of personal deposit accounts held by female customers	PO ¹⁰ , Pension Cos.		14-digit ID Some N/A	14-digit ID Some N/A	District Level	Current, savings, El Mowaten ¹¹	N/A	Some dormant and legacy PO accounts are still under the old ID, which lacks a gender tag.
1.b Total value of personal deposit accounts held by female customers (EGP)	PO ¹⁰ , Pension Cos.		14-digit ID Some N/A	14-digit ID Some N/A	District Level	Current, savings, El Mowaten ¹²	N/A	Some dormant and legacy PO accounts are still under the old ID, which lacks a gender tag.
1.c Total number of unique female customers with at least one personal deposit account	PO ¹⁰ , Pension Cos.		14-digit ID Some N/A	14-digit ID Some N/A	District Level	Current, savings, El Mowaten ¹³	N/A	Some dormant and legacy PO accounts are still under the old ID, which lacks a gender tag. Introduction of CRM ¹⁴ tools should enable customer-level filter.
2. Business deposit accounts								
2.a Total number of business accounts held by WOBs	PO		14-digit ID Some N/A	14-digit ID Some N/A	District Level	No business accounts	N/A	Some personal accounts are used as business accounts but there is no way to distinguish them.
2.b Total value of business accounts held by WOBs (EGP)	PO		14-digit ID Some N/A	14-digit ID Some N/A	District Level	No business accounts	N/A	Some personal accounts are used as business accounts but there is no way to distinguish them.
2.c Total number of unique WOBs with at least one business deposit account	PO		14-digit ID Some N/A	14-digit ID Some N/A	District Level	No business accounts	N/A	Some personal accounts are used as business accounts but there is no way to distinguish them.

10 Egypt Post (PO)

11 El Mowaten is a financial product offered by the Egypt Post (PO)

12 As above

13 As above

14 Customer Relationship Management

DISAGGREGATION BY

INDICATOR (UNIT)	PROVIDER	FREQUENCY	GENDER	AGE	LOCATION	INSTRUMENT	SECTOR	COMMENTS
3. USAGE: Personal Loans								
3.a Total number of outstanding personal loans issued to female borrowers	Mortgage Cos., I-Score	Quarterly	Triangulate with I-Score data	Triangulate with I-score data	Mostly aggregate		N/A	MFIs ¹⁵ are not permitted to provide personal loans.
3.b Total value of outstanding personal loans issued to female borrowers (EGP)	Mortgage Cos., I-Score	Quarterly	Triangulate with I-Score data	Triangulate with I-Score data	Mostly aggregate		N/A	MFIs are not permitted to provide personal loans.
3.c Total number of unique female borrowers with at least one outstanding personal loan	Mortgage Cos., I-Score	Quarterly	Triangulate with I-Score data	Triangulate with I-Score data	Mostly aggregate		N/A	MFIs are not permitted to provide personal loans.
4. Business loans								
4.a Total number of outstanding business loans issued to WOBs	MFIs, Mortgage Cos, Leasing Cos, Factoring Cos	Monthly	Triangulate with I-Score data	Limited ownership, control data	Mostly aggregate		MFIs: Industrial, Commercial, Agricultural, Service	Limited data on ownership, control, and management of SMEs constrains ability to identify WOBs. There is an inconsistent quality of reporting between MFIs, especially in Category C. An SME grading system is forthcoming.
4.b Total value of outstanding business loans issued to WOBs (EGP)	MFIs, Mortgage Cos, Leasing Cos, Factoring Cos	Monthly	Triangulate with I-Score data	Limited ownership, control data	Mostly aggregate		MFIs: Industrial, Commercial, Agricultural, Service	Limited data on ownership, control, and management of SMEs constrains ability to identify WOBs. There is an inconsistent quality of reporting between MFIs, especially in Category C.
4.c Total number of unique WOBs with at least one outstanding business loan	MFIs, Mortgage Cos, Leasing Cos, Factoring Cos	Monthly	Triangulate with I-Score data	Limited ownership, control data	Mostly aggregate		MFIs: Industrial, Commercial, Agricultural, Service	Limited data on ownership, control, and management of SMEs constrains ability to identify WOBs. There is an inconsistent quality of reporting between MFIs, especially in Category C.

DISAGGREGATION BY

INDICATOR (UNIT)	PROVIDER	FREQUENCY	GENDER	AGE	LOCATION	INSTRUMENT	SECTOR	COMMENTS
5. USAGE: Payments								
5.a Total number of cashless transactions initiated by women, by instrument	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	See bank indicators
5.b Total value of cashless transactions initiated by women, by instrument (EGP)	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	See bank indicators
6. USAGE: Insurance								
6.a Total number of insurance policies issued to female customers, by life and non-life segments	Insurance Cos	Monthly Quarterly	14-digit ID Some N/A	14-digit ID Some N/A	District Level	Life/ Non-Life	Life, Non-Life	If insurance products are tagged to the 14-digit ID, gender and age data should be tracked even if some policies do not contain that data.
6.c Total value of insurance premiums for female-owned insurance policies, by life and non-life segments (EGP)	Insurance Cos	Monthly Quarterly	14-digit ID Some N/A	14-digit ID Some N/A	District Level	Life/ Non-Life	Life, Non-Life	If insurance products are tagged to the 14-digit ID, gender and age data should be tracked even if some policies do not contain that data.
7. USAGE: All Financial Services								
7.a Total number of financial products used by female customers	PO, MFIs, Mortgage Cos, Insurance Cos, I-score	Quarterly Biannually	14-digit ID Through I-Score	14-digit ID Through I-Score	City	Savings Credit Insurance	N/A	There needs to be some consolidation of data similar to that the CBE is achieving with banks through its new statistical report.
8. ACCESS: Access Points								
8.a Total number of access points, per channel	PO, MFIs, Mortgage Cos, Insurance Cos	Monthly	N/A	14-digit ID	District Level	Agent ATM Branch POS	N/A	
8.b Total number of access points, per channel and per district	PO, MFIs, Mortgage Cos, Insurance Cos	Monthly	N/A	14-digit ID	District Level	Agent ATM Branch POS	N/A	
8.c Total number of unique women-owned e-money accounts	PO, MFIs, Mortgage Cos, Insurance Cos	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	

DISAGGREGATION BY

INDICATOR (UNIT)	PROVIDER	FREQUENCY	GENDER	AGE	LOCATION	INSTRUMENT	SECTOR	COMMENTS
9. PERFORMANCE INDICATORS: Gender Data Disaggregation								
9.a Total number of financial products using a 6-digit national ID for customer verification		Biannually	N/A	N/A	City	Savings Loans	N/A	This should be reported biannually to allow the FRA ¹⁶ to track progress accurately so that the reporting burden on financial institutions can be minimized.
9.b Share of joint accounts from total accounts		Monthly	N/A	N/A	City	Savings	N/A	
9.c Share of pre-paid accounts		N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	

Alliance for Financial Inclusion

AFI, Sasana Kijang, 2, Jalan Dato' Onn, 50480 Kuala Lumpur, Malaysia

t +60 3 2776 9000 e info@afi-global.org www.afi-global.org

 Alliance for Financial Inclusion  AFI.History  @NewsAFI  @afinetwork